

SYNDICAT INTERCOMMUNAL DES JALLES DE LANDE A GARONNE

**DOSSIER D'AUTORISATION AU TITRE DE LA LOI SUR L'EAU
POUR LES TRAVAUX DU 8EME PROGRAMME
ECLUSE NAPOLEON AU MOULIN DE BONNEAU
SUR LA JALLE DE BLANQUEFORT
A SAINT-MEDARD-EN-JALLES**

PARTICIPATION DE LA COMMUNAUTE URBAINE DE BORDEAUX

Entre les soussignés,

La Communauté urbaine de Bordeaux représentée par son Président, Monsieur Vincent Feltesse, autorisé aux fins des présentes par délibération n° du Conseil de communauté urbaine de Bordeaux en date du

Ci-après dénommée « la Communauté »

d'une part,

et

Le Syndicat Intercommunal des Jalles, de Lande à Garonne, représenté par son Président, Monsieur Lamaison, désigné aux fins des présentes par délibération n° en date du

Ci-après dénommé « le Syndicat »

d'autre part,

Il a été exposé et convenu ce qui suit :

Le Syndicat intercommunal des Jalles de Lande à Garonne, autorisé par arrêté préfectoral du 23 février 2004, bénéficie, pour exécuter le programme d'études et de travaux nécessaires à l'entretien de la Jalle (VIIIème programme), d'une participation financière de la Communauté urbaine de Bordeaux au titre de sa compétence en matière d'hydraulique urbaine. Le taux de participation est fixé à 32 % de l'estimation des études et des travaux.

L'écluse Napoléon, située au Moulin de Bonneau à Saint-Médard-en-Jalles, fait l'objet de travaux qui consistent au remplacement des pelles à l'identique. Ces travaux étant dans l'emprise du site Natura 2000 intitulé « Réseau hydrographique des Jalles de Saint-Médard-en-Jalles et d'Eysines », un dossier d'autorisation au titre de la loi sur l'eau, associé à un dossier d'incidence, est obligatoire.

Au titre de cette compétence, la Communauté urbaine de Bordeaux est donc intéressée par la réalisation de ce dossier afin de clore les travaux du 8^{ème} programme.

Cette étude fait l'objet d'un cofinancement entre le Conseil Général de la Gironde, le SIJALAG et la Communauté urbaine de Bordeaux.

➤ **Article 1 : Objet de la convention**

La présente Convention a pour objet de fixer les conditions de participation de « la Communauté » au financement du dossier d'autorisation. Au titre de la loi sur l'eau, pour les travaux de remplacement des pelles à l'écluse Napoléon sur la Jalle de Blanquefort au Moulin de Bonneau à Saint-Médard-en-Jalles.

Cette étude est réalisée sous maîtrise d'ouvrage du « syndicat », qui à ce titre, conclura le marché à intervenir avec les entreprises. Il est précisé que, dans ces conditions, « le syndicat » fera son affaire de la TVA.

➤ **Article 2 : Le territoire concerné**

Les travaux concernés se situent sur l'écluse Napoléon au Moulin de Bonneau à Saint-Médard-en-Jalles.

➤ **Article 3 : Nature et montant de l'étude**

Le montant de l'étude est de 7 130,00 €HT

➤ **Article 4 : Montant de la participation communautaire**

Afin de définir la participation de « la Communauté », le montant retenu est déterminé à partir de l'estimation HT de l'étude avec un taux de 32%, comme pour le VIII^{ème} programme de travaux. Le montant de cette opération s'élève à 2 281,60 €.

➤ **Article 5 : Durée et validité de la convention**

La présente convention prendra effet à la date de la signature des parties intéressées.

Elle sera résiliée de plein droit en cas de non démarrage de l'étude, dans un délai de cinq ans à partir de la signature.

➤ **Article 6 : Versement de la participation**

« La Communauté » procédera au versement de la participation de 2 281,60 € (étant précisé que « le Syndicat » fera son affaire de la TVA), selon les modalités suivantes pour le dossier d'autorisation au titre de la loi sur l'eau, éclose Napoléon à Saint-Médard-en-Jalles :

- ♦ un premier versement équivalent à 50 % de la participation sera effectué sur présentation de l'ordre de service de démarrage de l'étude,

- ♦ le solde, sur présentation du décompte général définitif de l'étude, et fourniture d'un exemplaire complet du dossier d'autorisation.

Les mandatements devront intervenir dans un délai réglementaire de 30 jours à compter de la réception des pièces nécessaires aux paiements.

Le montant total de la participation communautaire telle que définie, correspond à une estimation du coût des travaux de l'opération. Par conséquent, toute augmentation de l'enveloppe devra nécessairement faire l'objet d'un accord préalable de « la Communauté », pouvant donner lieu, le cas échéant, à la passation d'un avenant à la présente convention.

➤ **Article 7 : Litiges**

En cas de litige relatif à l'application du présent avenant, le tribunal administratif de Bordeaux sera la seule juridiction compétente.

Fait à Bordeaux, le

Pour le Syndicat Intercommunal
des Jalles de Lande à Garonne,
Le Président

Pour la Communauté urbaine de
Bordeaux,
Pour Le Président et par délégation,
Le Vice-Président

M. Lamaison

M. Turon

